

INSERTIONS

S'adresser au bureau du Journal  
de 8 à 11 heures du matin et  
de 2 à 6 heures ou de 8 à 10 heures  
du soir.

Rédaction et Administration:  
PIEDRAS, 277 (premier étage)

1ère Année Num. 169--94

# UNION FRANÇAISE

PETIT  
JOURNAL DU MATIN

DIRECTEUR: J.-G. BOIRON-DUBARD

MONTEVIDEO--Mardi 22 Décembre 1891

ABONNEMENTS

Montevideo et Départements Exp. Arg. Brésil  
Un an... \$ 1. 50... 1.50...  
Six mois... 80... 80...  
Trois mois... 40... 40...  
Un an... 12... 12...  
Nombres de jour... 0.04...  
Les abonnements partent du 1er et 15 de  
chaque mois.

## Créanciers qu'on ne peut sacrifier

Au milieu de la débâcle préparée par les erreurs et les fautes que tout le monde connaît, et dans le travail de liquidation commencé ou annoncé, il est un groupe de créanciers que l'on ne peut en aucune façon ni à aucun degré sacrifier.

Même si le désastre était plus grand et si le gouvernement se voyait obligé à déclarer comme notre François Ier que « tout a péri, il faudrait qu'il put ajouter comme lui: « hors l'honneur ».

Où l'honneur ne peut rester sauf, en l'occurrence actuelle, qu'à la condition qu'on rembourse aux ayants droit les dépôts judiciaires, sans retard, en bonnes espèces sonnantes et trébuchantes, des que les juges compétents auront ordonné la main levée ou la remise des valeurs déposées.

Il y a là un devoir de justice, d'honneur et d'intérêt contre lequel toute argumentation est condamnée à rester sophistique et oiseuse, et qui répugne à tout expédient, si ingénieux qu'on le suppose, et si timoré et chargé de scrupules qu'il veuille bien se mouvoir.

La restitution pure et simple s'impose rigoureusement au dépositaire et à l'Etat qui a choisi ce dépositaire, qui l'a imposé, et qui répond de sa gestion.

Nous ne pouvons, du reste, l'entendrait-on, nous n'en doutons pas, s'ils étaient appelés à se prononcer, et ils n'hésiteraient ni à poursuivre comme stellionnaires les dilapidateurs des dépôts ni à obliger la garantie de l'Etat à se faire effective, sans complaisances dilatoires et sans conciliations onéreuses pour les déposants.

Il faut rendre cette justice, à la presse orientale tout entière, qu'elle a été solennelle et que les préoccupations particulières de chacun de nos confrères, il n'en est pas un seul—parmi ceux qui jouissent de quelque autorité sur l'opinion publique—qui n'ait proclamé spontanément que la prompte et intégrale restitution des dépôts judiciaires est une obligation stricte, inéluctable et vis à vis de laquelle discuter serait déjà s'avilir.

On a pu le comprendre autrement dans la République Argentine, mais c'est tant pis pour les Argentins, sur lesquels ce souvenir restera comme une macule ineffaçable.

Il n'est guère douteux que le gouvernement oriental partage cette conviction, et sa préoccupation à ce sujet est visible.

Par malheur, sa rectitude naturelle est gênée par les mille liens qu'on nous a autour de lui les difficultés politiques et économiques de la situation.

Les propositions aux Chambres s'en sont ressenties, et la Commission des Finances de la Chambre des Représentants est restée, elle aussi, en deçà de ce qu'exige la justice en cette affaire.

Quelque critique, en effet, que soit restée la situation de la Banque Nationale, il n'est pas à supposer qu'on ne puisse trouver dans ses décomptes de quoi rembourser les dépôts judiciaires, et si l'imprévoyance des directeurs a été assez grande pour que cet investissement de fonds de ruine ait été atteint, malgré les bilans qui disent le contraire, il convient que l'Etat, si grande que soit la pénurie du trésor, fasse un sacrifice héroïque et paie sans se faire prior les dépôts judiciaires qui ont le droit de l'exiger.

On a obéi à une louable préoccupation en proposant de mettre sur le même pied vis à vis de l'actif de la Banque les porteurs de certificats de dépôts judiciaires et les porteurs de billets.

Mais cela ne saurait suffire, car cela n'est pas suffisamment équitable.

Le porteur de billets subit les conséquences d'une acceptation qui a été jusqu'à un certain point volontaire. Il est victime d'un manque de prévoyance, d'un excès de confiance, ou même d'une détermination patriotique, mais toujours d'un acte qu'il lui était loisible de faire ou de ne point faire et, par suite, qui engage sa responsabilité.

Son erreur peut-être aussi excusable, aussi pardonnable, aussi généreuse qu'on le voudra, elle lui est personnelle, elle a été délibérée et consentie sans violence, et l'on comprend, par suite, que l'indemnité qui lui est due ne soit que relative et même qu'elle puisse entraîner quelque perte.

Il n'en est point de même du déposant judiciaire. Il a obéi à une prescription inéluctable de la loi. On lui a pris ou on lui a fait remettre à un dépositaire qui n'était pas le sien, des valeurs placées sous la sauvegarde du Code et dont nul ne pouvait disposer légitimement puisque, jusqu'à sentence des juges ou décision des tribunaux, le droit à les posséder restait discuté.

Pour le dépôt ordinaire—sans le dépôt en compte courant par lequel des aléas sont consentis, en retour d'avantages déterminés—le code de la plupart des nations exige que le dépositaire restitue les valeurs mêmes qui ont été déposées, et le déposant peut intenter une action au criminel, si on lui refuse seulement l'équivalent de son dépôt. Il peut exiger les mêmes monnaies, les mêmes titres, et c'est déjà un délit que d'avoir substitué à ses livres sterling, par exemple, des louis d'or ou des couronnes, en dépit de l'équivalence démontrée.

La loi a donc voulu que le dépôt reste sacré, même quand il est volontaire, et que le dépositaire ne puisse lui faire courir aucun péril, aucune chance adverse.

Le dépôt judiciaire peut-il être moins inviolable? Est-il admissible qu'on puisse en différer un seul jour, une seule heure le remboursement intégral, après que la restitution en a été ordonnée par l'autorité légitime?

En théorie, nul n'oserait le prétendre, mais on invoque le cas de force majeure, et on offre, en attendant, des certificats dont il ne sera possible de tirer parti qu'en les escomptant—échouant d'ailleurs—seuls à quel taux—ou en les conservant à des achats dans la liquidation de l'actif de la Banque Nationale.

C'est là une compensation insuffisante. Il n'est pas juste qu'on inflige aux déposants la perte qui résulte de l'escompte, il ne l'est pas qu'on les condamne à faire de leur capital un emploi qu'ils ne sont pas libres de choisir; il ne l'est pas plus qu'on les mette dans la nécessité, pour éviter ces deux extrêmes, d'immobiliser leurs ressources.

Tout en tenant compte, par suite, au Gouvernement, des bonnes dispositions manifestées, et des démarches qu'il annonce qu'il fera pour assurer aux déposants judiciaires un prompt remboursement par la nouvelle Banque

lont on étudie la création, il convient de déclarer bien haut que le meilleur de ces expédients est entaché d'iniquité, et que la restitution pure et simple est la seule chose qui convienne.

Les ayants-droit des dépôts judiciaires devraient limiter un peu l'activité des actionnaires de la Banque, et revendiquer la plénitude d'un droit qui reste sans équivalent dans la situation.

## Le Port de Montevideo UN NOUVEL ACHILLE

Nous n'avons pas trouvé dans *La Razon*, la fulgurante élocution que monsieur Fir, dit Pipa en Bois ou en Boisson, nous avait promise à jour fixe pour pulvériser un projet dans lequel il ne saurait trouver l'clairage qu'il demandait jadis.

En revanche, un nouvel adversaire des études et des propositions de M. Huette et Dubois a surgi dans les plates-bandes hospitalières de notre confrère, et celui-ci s'est présenté au combat armé de pied en cap d'objections qu'il a cru solides, et de données qui voudraient passer pour scientifiques.

Le nouveau combattant, —rendons-lui cette justice—est plus courtois que M. Fir, dit Pipa en Bois, etc. mais comme il fait lui-même ses traductions, elles sont un peu peu émaillées de constructions bicornes.

C'est là qu'un détail secondaire, mais il est toujours fâcheux de s'écarter en démolissant, ne fut-ce que de la syntaxe, quand on aspire à donner à autrui des leçons de construction.

Monsieur J. Mr., du reste, commis des bûches autrement sérieuses dans sa tartine de samedi soir et qu'il convient de signaler à son attention délaissée.

Nous ne les relèverons point toutes, pour le moment, car il nous paraît convenable, avant d'entrer dans un examen approfondi des écritures émises contre les idées de M. Huette, d'attendre la publication du volumineux mémoire qui a été annoncé et que quelques privilégiés, —dont nous ne sommes pas—connaissent seuls jusqu'à présent.

Cette publication est sous presse, nous assure-t-on, elle est même fort avancée, et c'est seulement après sa mise en circulation dans le public que nous pourrions tous, amis ou adversaires, nous prononcer en connaissance de cause.

La maquette, dont on a tant parlé, et dans laquelle quelques-uns ont voulu voir une espèce de cheval de Troie dont les flancs étaient chargés de méduses officielles, ne saurait suffire pour nous donner une idée exacte des travaux et des projets de M. Huette. Nous croyons pouvoir affirmer que cette maquette n'était destinée qu'à rendre facilement accessible aux profanes la compréhension de la conception que MM. Huette et Dubois croient le plus susceptible de résoudre à la fois, et définitivement, le double problème du port de Montevideo et de l'assainissement de cette capitale.

Le travail exposé répond-il à cette espérance? N'est-il pas certain que, grâce à lui, beaucoup de braves gens qui n'auraient rien compris à des expositions purement théoriques, se sont rendu compte très-nettement de ce que l'on fera si les idées de M. Huette triomphent?

Ce travail et le mémoire qui le complètera bientôt, prouvent tout au moins la sincérité et la parfaite bonté foi des hommes qui l'ont réalisé; ils prouvent aussi que ces hommes ont assez de confiance en la valeur de leur œuvre pour ne point craindre de la soumettre au contrôle public et de l'exposer aux censures des intérêts contraires et à la critique de rivaux plus ou moins compétents.

Ce courage qui fut toujours un peu rare permet d'espérer que le tournoi ouvert pour la construction du port de Montevideo sera loyal, et qu'on renoncera à en vicier les résultats en créant, pour ou contre les projets, une atmosphère factice.

L'honorable J. Mr., en attendant, s'est cru obligé de décharger sa conscience d'ingénieur anonyme, et il s'est présenté, dans *La Razon* pour y bombarder ce qu'il ne pouvait connaître encore qu'imparfaitement.

Et le pire pour lui, c'est qu'il ne paraît pas connaître beaucoup mieux les canons et les projectiles qu'il a été appelé à manœuvrer. On dirait presque que J. Mr. n'est qu'un écuyer à qui l'on a soufflé des données qu'il a mal entendues et mal reproduites.

Un exemple suffira pour montrer ce qu'il faut penser de la préparation scientifique spéciale de M. J. Mr. et de ses objections.

Voulant prouver que le bassin de chasse du projet Huette sera impuissant à expulser les vases successivement amenés dans le port et dans les darses, monsieur J. Mr. dans *La Razon* du 19 décembre s'exprime que, pour le transport des matières, dans les conditions d'établissement du Port Huette, le courant doit avoir les vitesses suivantes:

Pour la bonde n. 75;  
Pour la balle n. 59 à 2 mètres.

A merveille!

On ne saurait être plus précis..... ni plus mal renseigné.

Si monsieur J. Mr. veut, en effet, se donner la peine d'ouvrir Dubaut, qui fait autorité en hydraulique, il trouvera sans beaucoup chercher que la valeur des vitesses au fond d'un cours d'eau, au delà desquelles les matières qui constituent le lit commencent à être entraînées sont les suivantes:

CONSTITUTION DU LIT	VITESSES QUI DÉTERMINENT L'ENTRAÎNEMENT DES MATIÈRES
Terres détrempées, boues.....	om. 075
Argiles tendres.....	152
Sables.....	206
Graviers.....	609
Cailloux.....	614

Il résulte de ces chiffres que monsieur J. Mr. ne s'est trompé que de la première décimale dans le cas des boues, et que pour le sable il n'a exagéré son coefficient que de 500 o/o environ!

Monsieur J. Mr. a du reste une excuse pour le second cas, c'est que, en fait de sables, étant donné les fonds actuels de la baie à l'endroit même où M. Huette propose d'établir le port, on ne rencontre que des boues extrêmement fluides, chargées de matières organiques dé-

composées et de débris médépo.ques remarquables surtout par leur faible densité!

Le collaborateur anonyme de *La Razon* ne nous semble pas avoir été plus heureux sur d'autres points et notamment lorsqu'il paraît ignorer que s'il est vrai qu'un courant avec de son intensité en proportion des distances parcourues lorsqu'il cesse d'être assez favorablement maintenu par des différences de niveau favorables à son expansion, ce courant reprend une partie de son énergie dans les rétrécissements et notamment dans les couloirs d'entrées et de sorties des ports.

Nous ne voulons pas insister sur ces points qui démontrent surabondamment l'insuffisante préparation de monsieur J. Mr. en ce qui concerne la question dans laquelle il s'est aventuré. Nous ne discuterons pas davantage avec lui les grands principes sur lesquels s'appuie la théorie des bassins de chasse. Il est probable que le mémoire de M. M. Huette et Dubois traitant la question capitale, et la faveur dont les bassins de chasse continuent à jouir auprès des notabilités hydrauliques de premier ordre en Angleterre et en France n'est ignoré de personne.

Mais nous ne voulons pas finir ces rapides considérations, sans signaler à monsieur J. Mr. combien il a été mal inspiré en évoquant le spectre des ports du Havre et de Calais.

Monsieur J. Mr., s'il s'était renseigné un peu, saurait comme nous que c'est précisément à Calais et au Havre que monsieur Huette s'est signalé dans de remarquables travaux et que ce sont les appareils Huette qui ont servi au dragage. MM. Varinot, Caville, Hallier et Letailleur qui furent les associés de Huette peuvent en témoigner.

Et si monsieur J. Mr. poussait plus loin ses investigations, il pourrait apprendre de ces Messieurs combien il est aventureux de comparer les difficultés de l'assainissement possible à Montevideo avec les constructions composées de gale énormes qu'on trouve au Havre.

Tout cela est puéril. Et franchement, si le projet Huette ne se prête pas à des objections plus sérieuses, il faut reconnaître qu'il a droit à une admiration que *L'Italia* ne pourrait plus mettre sur le compte de notre chauvinisme.

Quoi qu'il en soit, monsieur J. M. nous permettra pour le moment de préférer à ses assertions et à celles de tout autre amiral suisse l'avis favorable obtenu du Commandant Régénier en faveur des idées de M. Huette. Cet avis est peut-être d'autant plus digne de considération que les marins de notre flotte n'ont guère l'habitude de gâter par des tendresses exagérées ou des compliments, messieurs les constructeurs civils.

CHAC.

## Questions Européennes

### LE DERNIER DISCOURS DE KALNOXY

C'est de Vienne aujourd'hui que nous arrivent d'importantes déclarations sur la politique générale et la situation de l'Europe. Si l'opinion publique n'est pas rassurée, ce n'est pas faute d'avoir reçu les éclaircissements les plus explicites. Après M. Ribot, après lord Salisbury, après M. de Rudini, voici le comte Kalnoxy, ministre des affaires étrangères, qui longuement a entretenu avant-hier les Délégations des relations de l'Autriche-Hongrie avec les puissances et précisé quelques-uns des points de la situation internationale.

Les Délégations sont une institution originale, sans pareille en Europe et propre seulement à la monarchie austro-hongroise, où elle existe et fonctionne depuis vingt-quatre ans en vertu du compromis conclu en 1860 entre les deux royaumes réunis sous le sceptre des Habsbourg. Cette assemblée n'est en réalité qu'un diminutif du Reichsrath autrichien et du Parlement hongrois. Tous les ans, les deux assemblées choisissent dans leur sein un certain nombre de députés qui, réunis alternativement à Vienne ou à Pesth, discutent les questions d'intérêt général et entendent les explications des ministres communs aux deux parties de la monarchie.

C'est ainsi que le comte Kalnoxy y a été amené samedi à parler en détail des derniers incidents de la politique internationale. La commission des affaires étrangères lui avait posé un certain nombre de questions sur la Bulgarie, la Serbie, le brigandage en Bosnie, sur la visite de l'escadre française à Constantinople, sur le séjour de l'empereur Guillaume à Londres, sur la question de Sardanie, sur le renouvellement de la triple alliance, bref sur tout l'ensemble des questions qui intéressent l'avenir de l'Autriche-Hongrie en sa qualité de grande puissance et de membre de la ligue de la paix.

Ce qu'il faut retenir, c'est l'esprit général des déclarations du ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie. Elles sont pacifiques, mais entre les lignes on ne peut s'empêcher de lire certaines réserves et certaines inquiétudes, encore que le ministre ait tenu à rassurer les Délégations sur la portée de l'entrevue de Constantinople, sur la question des Mandannes et sur les dernières entrevues de Mendel et de M. de Cieris et le roi Humbert.

Ce qui est curieux à noter, c'est la déclaration relative à la Bulgarie qui intéresse plus particulièrement l'Autriche. Le comte Kalnoxy a très franchement déclaré que la question de la reconnaissance du prince Ferdinand n'avait pas fait un pas, et qu'on se trouvait exactement dans la situation de l'année dernière, bien que la situation intérieure soit consolidée dans la principauté. Il n'y a donc aucune apparence que la position du prince Ferdinand soit de si tôt régularisée, et c'est là évidemment l'une des préoccupations les plus sérieuses du monde politique et diplomatique austro-hongrois.

Tant que cette question ne sera pas résolue il y aura entre les cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg des causes de dissensions et de méfiances, d'autant plus que la situation dans les provinces de la presqu'île des Balkans soumise au protectorat déguisé de l'Autriche-Hongrie n'est pas absolument satisfaisante.

Nous avons signalé le mécontentement qui se manifeste parmi les populations bulgares contre le régime autrichien. Le comte Kalnoxy a implicitement reconnu ce mécontentement en

parlant du prétendu brigandage dans le district de Novi-Bazar.

En réalité il n'y a pas de brigandage, mais bien des tentatives insolées de rébellion qui paraissent sérieusement préoccuper le gouvernement de Vienne.

C'est toujours, en somme, du côté des Balkans qu'il faut regarder en parlant des relations de l'Autriche et de la Russie. Et ce qui résulte du plus clair des déclarations faites aux Délégations austro-hongroises, c'est qu'il y a là un élément peu rassurant.

### LA POLITIQUE INTÉRIEUR DE SALISBURY

CAJOLERIES INTÉRESSÉES ET TARDIVIES À L'HISTOIRE.—HYPOCRISIE INUTILE.—DÉFAITE DES CONSERVATEURS DANS LES ÉLECTIONS PARTIELLES.—ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1892.—VICTOIRE PROBABLE DES GLADSTONIENS.

On écrit de Londres le 16 Novembre:

«Le nouveau secrétaire d'Etat pour l'Irlande, M. W. L. Jackson, qui vient de succéder en cette qualité à M. Balfour, a fait, en prenant possession de son poste, une déclaration intéressante. Confirmant les paroles prononcées il y a quelques mois à Plymouth par monsieur Balfour et quelque peu oubliées depuis, il a annoncé avec une emphase très significative que le gouvernement inviterait le Parlement à consacrer la meilleure partie de sa dernière session qui commencera en janvier à l'examen de deux projets de loi favorables à l'Irlande: l'un qui assurera à l'Ile d'Emeraude l'autonomie locale (local government); l'autre qui lui octroiera les bienfaits de la gratuité de l'enseignement public.

Par «l'autonomie locale» le gouvernement entend l'application à l'Irlande du régime des conseils provinciaux dont l'Angleterre, l'Ecosse et le pays de Galles sont dotés depuis maintenant près de trois ans. C'est une demi-mesure qui ne satisfait en aucune façon les partisans du home rule, de la création d'un Parlement irlandais siégeant à Dublin. Elle est uniquement destinée à réprimer, *in extremis*, l'effleur de la politique de correction pratiquée par le Cabinet depuis son arrivée au pouvoir, il ne s'agit ni plus ni moins que de faire croire aux électeurs qu'on va consulter que les Tories en ont fini avec la politique de combat et qu'ils sont disposés, sinon à aller aussi loin que les Gladstoniens dans la voie de la politique de conciliation, du moins à faire un pas dans ce sens.

Malheureusement pour le cabinet Salisbury, cette évolution est bien tardive pour que l'on croie à sa sincérité et pour que les électeurs s'y laissent prendre. Au surplus, il n'est même pas certain qu'elle s'effectue. Il semble que des dissensions assez graves soient prêtes à éclater entre ministères sur l'opportunité de la mesure annoncée. Les intransigeants de la majorité ministérielle estiment que ce serait acte de faiblesse inutile de la part du gouvernement que de présenter à l'Ile d'Emeraude un traité de paix dont elle ne veut pas, et ils exhortent le cabinet à se consacrer plutôt les élections d'Angleterre et d'Ecosse, en consacrant la dernière session du Parlement moribond à des mesures conçues dans l'intérêt de ces deux parties du royaume.

Autres pensées que le parti conservateur pourrait avoir une grave maladie en «épui-sant» tout ce qu'il a de réserves, c'est-à-dire à aller jusqu'à la limite des concessions qu'il est prêt à faire aux Irlandais, et à ne rien réserver pour l'Irlande dans son programme électoral. «Que le gouvernement, disent-ils, dépose son projet d'autonomie locale irlandaise sur les bureaux du Parlement, afin de donner un gage de la sincérité de ses intentions conciliantes; mais qu'il ajourne la discussion et la réalisation jusqu'au lendemain des élections, afin que l'on sache que l'Irlande a quelque chose à espérer et à attendre même de la part des conservateurs, s'ils conservent le pouvoir.

C'est là le langage d'un des organes les plus influents du parti conservateur, de celui là même qui passe pour avoir généralement l'oreille de lord Salisbury, c'est-à-dire du *Standard*. Qui sait si lord Salisbury ne l'inspire pas lui-même, par un calcul machiavélique pour préparer l'abandon, l'ajournement aux calendes grecques de la mesure de conciliation qu'il fait annoncer par d'autres bouches avant tant de fracass il ne faudrait pas s'en étonner autrement.

Dans tous les cas, le Cabinet actuel éprouve la nécessité de feindre, tout au moins, à la veille des élections générales, des sentiments un peu dénués d'égard à l'Irlande. C'est avouer bien ingénument l'impopularité de la politique de résistance au home rule qu'il a pratiquée depuis 1886 et travailler involontairement au succès électoral du parti gladstonien.

Le parti conservateur anglais vient de subir, dans une élection partielle, une nouvelle et écrasante défaite qui jettera la consternation dans les rangs.

Il s'agissait de remplacer le vicomte Lynton, député conservateur de South-Molton, qui passa à la Chambre des lords par l'effet de la mort de son père. La circonscription de South Molton, autrefois très libérale, avait passé en 1886, comme tant d'autres, aux idées conservatrices et réactionnaires, dans le premier mouvement d'effroi provoqué par la nouvelle politique irlandaise de M. Gladstone. Et à la faveur de cette réaction, le vicomte Lynton l'avait emporté à 1,583 voix de majorité. Aujourd'hui cette situation est renversée. Comme la plupart des circonscriptions électorales consultées depuis trois ans, celle de South Molton est complètement ralliée à M. Gladstone et au home rule. Le vicomte Lynton est remplacé par un député libéral, M. G. Lambert, élu à 1,612 voix de majorité contre son concurrent conservateur, M. Buller.

Ainsi, il n'y a pas, ou peu s'en faut, une seule exception au spectacle de revirement libéral que donnent les collèges électoraux du royaume appelés à pourvoir à des vacances législatives.

En Irlande, les partisans, devenus anti-Gladstoniens, subissent partout une complète déroute. En Angleterre, les plus fortes majorités réunies en 1886 par la coalition des Tories et libéraux dissidents s'évanouissent, pour faire place à des majorités gladstoniennes; cela en dépit de tous les efforts que fait le cabinet Salisbury pour amoindrir les Irlandais en leur promettant «l'autonomie locale», et pour flatter les chauvins en leur promettant le main-

tien du drapeau britannique sur la terre d'Égypte. Il est presque surprenant de faire ressortir l'importance du pareil fait, à la veille des élections générales de 1892.

### DÉFIONS-NOUS DES ONDES SONORES

Perfides ondes sonores! Qui nous ont jadis dit quand nous étudions l'anot que nous vous devrions une innovation en fait de jurisprudence. Un délit politique, commis en France, peut trouver son châtiement en Allemagne, lorsque l'onde sonore s'en rend complice. C'est le tribunal de Colmar qui en a décidé ainsi, dans les circonstances suivantes:

Le 2 août dernier, un douanier allemand se trouvait en observation près du lac de Sautzzen, au fond de la vallée de Munster. De l'autre côté de la frontière, à une distance de 30 mètres des douaniers français étaient également de faction. Tout à coup un cri se fit entendre: «Vive la France!» C'étaient trois jeunes Alsaciens, qui n'avaient pas aperçu le douanier allemand et qui avaient accédé son collègue de France par cette exclamation qui, sur le sol français, leur semblait n'avoir rien de délictueux.

Le Français leur montra de la main le témoin qui les observait. Mats, loin de se taire, Alphonse Lehmann, âgé de vingt-sept ans, forgeron à Sautzzen, se retourna vers lui en répétant le cri et en ajoutant: «Arrive ici, damné Souabe!»

Le tribunal a décidé que, quoique proféré en France, ce cri n'en constituait pas moins un délit en Allemagne, où les vibrations de l'air l'ont porté. En conséquence, Lehmann a été condamné à trois mois de prison.

## AFFAIRES MARITIMES

### LA RÉPARATION DE LA FLOTTE FRANÇAISE

Comme nous l'avons déjà annoncé, le budget de 1892, prévoit pour la nouvelle répartition de la flotte, la suppression complète de la 2<sup>e</sup> catégorie de réserve, qui est remplacée par des armements avec effectifs d'essais et la mise en 1<sup>re</sup> catégorie de tous les navires ayant quelque valeur militaire. Voici comment seront constituées, l'an prochain, nos escadres actives et de réserve et nos divisions navales hors d'Europe:

#### Escadres actives

ESCADRE DE LA MÉDITERRANÉE ET DU LEVANT (commandée par un vice-amiral avec deux contre-amiraux en sous-ordre)

Cuirassés.—*Amiral-Baudin, Courbet, Déca-dition, Formidable, Hoche, Marceau, Amiral-Duperré, Immobile, Canin* (ce navire sera remplacé par le *Neptune*, quand ce cuirassé aura terminé son premier armement).  
Croiseurs.—*Durout, Trombe, Latane, Sfax* ou *Alger*.

Croiseurs-torpilleurs.—*Vautour, Condor, Wattignies*.

Aviso-torpilleurs.—*Dragonne, Léger, Le-vert*.

Torpilleurs de mer.—*Agile, Audacieux, Concorde, Ouragan et Téméraire*.

Parmi ces navires, l'*Alger* et le *Wattignies* sont en essais, ainsi que *Léger* et le *Levier*. L'escadre de la Méditerranée et du Levant sera composée, en principe, de vingt-trois navires; mais plusieurs d'entre eux ne seront armés que pendant quelques mois; toutefois, leurs remplacements sont prévus.

#### Ecadre de la MANCHE

(Commandée par un vice-amiral avec un contre-amiral en sous-ordre)

Cuirassés.—*Suffren, Regain, Furieux, Victo-rieuse, Tonnerre et Fulminant*.  
Croiseurs.—*Cadogan et Surcouf*.  
Aviso-torpilleurs.—*Lance et Salmé*.  
Torpilleurs de mer.—*Albatros et Delf*.

Total 12 bâtiments, parmi lesquels le *Goth-lobon* n'a pas terminé ses épreuves de recette.

#### Escadres de réserve

ESCADRE DE LA MÉDITERRANÉE (Commandée par un vice-amiral avec deux contre-amiraux en sous-ordre)

Cuirassés.—*Trident, Colbert, Terrible, Redoutable, Richelieu, Vauhan, Friedland, Bayard, Duguesclin*.

Croiseurs.—*Océile, Milan, Cosma, Tage* ou *Jean-Bart*.

Croiseur-torpilleur.—*Faucon*.

Aviso-torpilleur.—*Fidèle*.

Torpilleurs de mer.—*Kabyle, Orage, Aven-turier, Eclair*.

Total 19 navires. Le *Tage* est en réparation; le *Jean-Bart*, en essais.

#### DIVISION CUIRASSÉE DE L'OCÉAN

(Commandée par un contre-amiral)

Cuirassés.—*La Galissonnière, Vengeur et Tempête*.

Croiseur.—*Epervier*.

Torpilleurs de mer.—*Turco et Vela*.

Total 6 bâtiments.

#### DIVISION LÉGÈRE DE PREST

(commandée par un contre-amiral)

Croiseurs.—*Arctique, Insuburg-Trouin*.

Frégates à voiles.—*Melpomène*.

Aviso de 1<sup>re</sup> classe.—*Husard*.

Total 4 bâtiments.

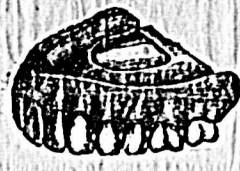
#### Divisions navales

##### Océan pacifique









## INSTITUTO ODONTOLÓGICO

AMERICANO

DIRIGIDO POR LOS CIRUJANOS DENTISTAS

F. CASULLO Y H<sup>no</sup>.

206—CALLE ANDES—206 ESQUINA 18 DE JULIO

Avísanos a nuestra clientela y al público en general que hemos establecido un Instituto Odontológico, único en su clase en Montevideo.

En este Instituto es en donde todos encontrarán las ventajas deseadas para obtener una buena dentadura sin molestias ni sacrificios.

1. A quiénes hacemos las extracciones, orificaciones y empalmaduras sin el más mínimo dolor, por medio de la máquina anestésica inofensiva que poseemos única en la América del Sud y hacemos toda clase de trabajos conocidos en el arte dentario sin exclusión, a satisfacción del más exigente.

2. Los precios son al alcance de todas las clases.

3. Algueno lo fuera cómodo pagar el trabajo al contado lo podrá hacer por mensualidades de uno o dos pesos ó más, según lo acomode y plazca.

4. Luego todos pueden asegurar sus dientes por la ínfima suma de CINCUENTA cts. por mes, siempre que los suscritores de cada familia sean menos de cinco, siendo masse hará una rebaja de un veinte por ciento a los que se les cuidará la dentadura haciéndoles toda clase de reparaciones que fueran necesarias, hasta colocarse la dentadura completa si hubiese necesidad, por lo tanto los asegurados tendrán derecho a que los Directores lo mantengan la dentadura en perfecto estado de conservación ya sean los dientes naturales ó artificiales.

Pido a las familias que ocurran al Instituto y pidan datos, y se suscriba al menos uno de ellos y así podrán ver las innumerables ventajas que lo reporta el tener asegurada la dentadura en dicho Instituto.

## HÔTEL FRANÇAIS

PANIER FLEURI

Calle 25 de Mayo Esquina Colon

Este establecimiento se recomienda por su posición especialísima y el servicio esmerado que ofrecen a los viajeros en este hotel, todas las comodidades y las aptitudes unidas a un abasto y sobre todo a la economía. Restaurant a la carta. Salon especial para banquetes, pieza alones amoblados para familias y hombres solos.

## RESTAURANT DEL CORREO

MORANDI

RECIENTEMENTE RENOVADO

ESPECIALIDAD EN VINOS

DIRECTAMENTE

Por mayor

y menor

HERMANOS

Y AMPLIADO

DE CHIANTI RECIBIDOS

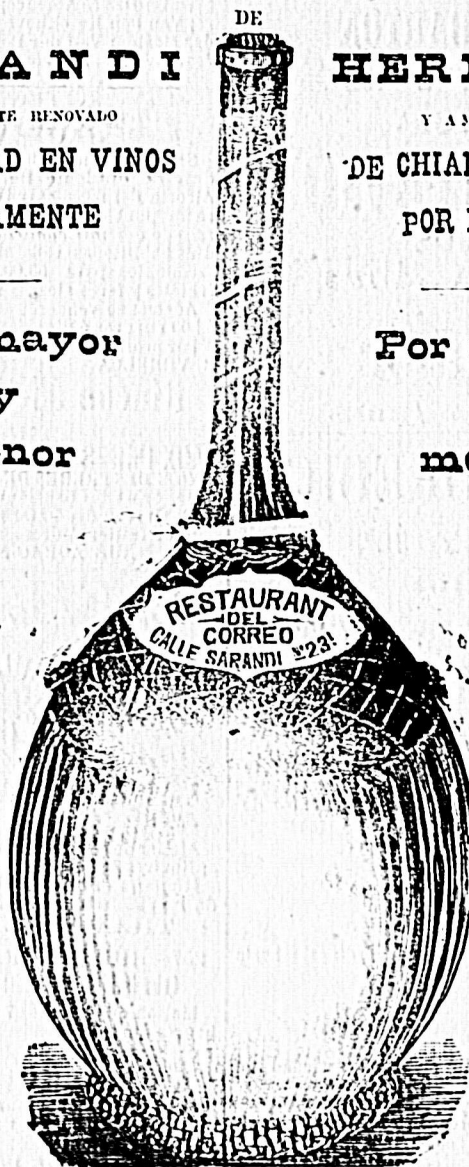
POR LA CASA

Por mayor

y menor

EN ESTABLECIMIENTO  
DO ESTABLECIMIENTO  
SE ADMITEN PENSI-  
ONISTAS Y SE LLEVAN  
COMIDAS A DOMICILIO  
A PRECIOS QUE NO  
ADMITEN COMPETEN-  
CIA.

ALMUERZO  
50 cts.



CONTANDO LA CASA  
CON UN PERSONAL  
COMPETENTE RECIBIENDO  
ORDENES PARA BAN-  
QUETES, LUNES,  
BAUTISMOS, etc., etc.  
ATENCIÓN A CUAL-  
QUIER PEDIDO.

231 CALLE SARANDI 235

## BEAU NOTAIRE

PAR PIERRE NINOUS

QUATRIEME PARTIE

MARGOT

CHAPITRE PREMIER

LES TÉMOINS

Eglantine paraissait plus que jamais maitresse d'elle-même, et, peu à peu, sa souveraine assurance lui revenait.

Véritablement, avec un peu de talent, son avocat, aisément persuaderait que Lucie avait eu le délire; que Margot, par dévouement ou par jalousie, — quo lui importait le mobile? — avait seule administré l'acido prussique à la jeune femme... Pourquoi, en effet, se serait elle dé faite de Lucie, elle, Eglantine, puisque personne jusqu'ici n'avait pu prouver qu'à aucune époque de sa vie, elle avait été la maitresse du notaire?

Les témoins importants étaient entendus; restait seulement Bartharès.

Bartharès!... ce pauvre clerc, si insignifiant, si affaibli et si grotesque!

De celui-là, bien sûr, elle n'avait rien à redouter, ni à craindre.

Il y avait bien comme une ombre menaçante; c'était Jacques Descat qu'elle voyait assis à quelques pas d'elle, oui...

Mais, un avocat! Cela compte-t-il? Surtout lorsque son client a refusé de parler.

Et puis, chacun ne sait-il pas que les avocats sont les accusateurs de la partie adverse, que leurs assertions n'ont aucune valeur, et que tous sont disposés, comme le vieux Sicambre, à brûler aujourd'hui ce qu'ils ont adoré hier, à adorer ce qu'ils ont brûlé.

Dans l'auditoire, au contraire, l'arrivée de Bartharès était impatiemment attendue.

Ne savait-on pas, ou plutôt ne soupçonnait-on pas, qu'il avait fait d'importantes révélations au magistrat instructeur, lesquelles confidences il avait promis de continuer à l'audience.

## LEGATION DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

A MONTEVIDEO

Liste des Français — Qui ont des renseignements à prendre à la Légation de France ou à y en fournir — 6 Novembre 1891 —

Abadie Bernard, Alazard Jean, Aldacocho Mello, Anchordoguy Antoine, Aricaud, Arnoud Casimir, Babart Jeanne, Baqué Pierre, Baudron Louis, Barbe C. Mello, Bagnon Mario Emilio, Bernard Louis, Barragat Bernard, Bassatstéux, Bernard Victor, Bordeneuve Paul, Boudicant Jean, Broqua Jean René, Brougalt Guillaume, Bastos Arturo, Bary Pierre, Bouzon Bertrand, Bousnel Constant, Carabaye, Capdeville J., Carassus Michel, Caricaburu Jean, Cartier François, Caye Edouard, Clavié Joseph, San Casani M. et Mme., Casulla, Carrero Pauline Irma, Casanova François, Castex Pierre Honoré, Cros Henri, Charmace Edgard, Chabrel Sauveur, Chavin Gualter, Chuharra Michel, Clarons Monsieur et Mme., Claret, Christine Clement, Cuburu Salva, Cuburu J. Basque Mme. Yve, Daban Jean, Denis Jules, D'Elle des Echots, Decoulet, Delpon Martin, Dufum Mathieu, Duhart Martin, Dupuy, Dubard Bernard, Du Ruy, Dussa Jean, Durand L. Ducoran Leopold, Durand Pierre, Dubeois Emile, Dandré Charles, Elchabé, Elcharron Gratian, Etcheverry Jeanuillon, Maumour, Mariago J. Baptiste, Mathieu Etienne, Mathieu Moisan, Milet François, Millet Pierre, Mougels François, Molini Fulgence, Monamiez Catherine, Montell Louis, Marmaret Emile, Nod Emile, Nicolle Emile, Nothes Eugène, Olivera M. et Mme., Peyte Léon, Marguerite, Piperau Eugène, Padré Mathieu, Padrou E., Prual Auguste, Passencan, Pail Pierre Romain Martin, Ribet, Roumégouse Yvonne, Sabaté, Sauton P. Sauvageot Ernesto, Sous, Simon J. Tavernier, Bernard, Pierre, Faucher François, Fourry Auguste, Fonet Jean, Foy Alexis, Fuentes Jean M. et Mme., Garet Jean Goddefroy, Gautier, Gomet Lorenzo, Gras Leopold, Harriague, Haussmann Mathias, Hauver Pierre, Lagunas, Landat Edouard, Lacoste, Ladoire Jean, Legario M. et Mme., Lanon Louis, Larroque Jean Marie, Larrouze Jean Lascombes, J. L. Marie, Lascaze Pierre, Lafranque Prosper, Langa, Lortal Auguste, Lechenaut Gabriel, Landrie Henri, Lefort, Lefoux Louis, Linitin Alfred, Lobet, Larrieu offi de réserve, Larroque, Uhalde, Vignette Noll, Villar, Veyssat Tomas, Varcillaud, Wallois, Wykintz, Tremouille Louis.

## COLLEGE FRANCO ANGLAIS

Enseignement commercial.

Leçons de nuit.

CALLE JUNCAL 95

## Institution Française pour demoiselles

Directrice: Madame Clotilde-Césaire Bouas, pourvue du brevet d'institutrice et du diplôme supérieur de l'Ecole Normale de France.

Afin de répondre à tous les desirs des familles, la Directrice a pris dans son établissement une maitresse d'espagnol et une brodeuse de premier ordre qui donnent journellement leurs leçons respectives.

106—Convencion—106

## Chapeaux et nouveautés

Pour dames et enfants

RUE SAN JOSÉ 100A ET 100B

(Entre Convencion et Arapey)

Cette importante maison reçoit toutes les fournitures pour modes; telles que: modèles de formes, plumes, rubans, velours, dentelles, fleurs, tulles et tout ce qui concerne la confection des chapeaux.

SPECIALITÉ POUR DAMES

Atelier parisien pour la fabrication des chapeaux de paille et de feutres, autres fantaisies. On fait également sur commande. Réparations en tout genre.

Teluterie de plumes et de chapeaux

J. S. GONTHARET ET C<sup>ie</sup>.

RUE SAN JOSÉ 100A ET 100B

## DOS AMERICANOS

196—ARAPEY—196



Elaboración de café a vapor. — Torrefacción del café por el aire concentrado.

Ventas por mayor y menor.

Especialidad en cafés finos para familias. — Economía de un 25 %.

196-CALLE ARAPEY-196

MONTEVIDEO

Teléfono «Montevideo» número 610.

IV

## LA CONFESSION DU NOTAIRE

Le président donna l'ordre de l'introduire.

Il arriva avec sa longue taille courbée, sa redingote crasseuse, sa figure aux traits verdâtres de la racine de buis, et dans laquelle son immense nez béarnais avait d'involontaires treillisements.

Eoul, en le voyant, Lesparre, qui présentait en lui non pas, peut-être, un ennemi personnel, mais l'homme dont toutes les convoitises et tous les desirs étaient depuis longues années tendus vers son étude, Lesparre ne put se défendre d'un sentiment de peur.

Eglantine, maintenant tranquillisée, repensait à son fils.

Margot sentait que sa situation était grave, et déjà au plus profond d'elle-même elle se préparait à quitter pour toujours Jacques Landry.

On interrogea d'abord Bartharès sur tout ce qui s'était passé dans la maison le 17 juin.

Comment les choses étaient-elles réellement arrivées?

Marceline, à moitié folle, Mme de Lézignac, Margot, toutes deux intéressées à dérouter la justice, avaient-elles dit la vérité?

## SECTION MARITIME



PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Messageries Maritimes

Le paquebot français,

## ORÉNOQUE

Capitaine: BRETEL

Partira le 21 Décembre à 8h du matin faisant escales à Rio Janeiro, Bahia, Pernambuco, Dakar, Lisbonne et Bordeaux.

Le vapeur français,

## CORDOUAN

Capitaine: SICARD

Partira le 21 Décembre pour Bordeaux, faisant escales à Rio Janeiro et Dunkerque.

Le paquebot français:

## LA PLATA

Capitaine BAULE

Partira le 6 Janvier à 3 heures du soir faisant escales à Rio Janeiro, Dakar, Lisbonne et Bordeaux.

Le vapeur français:

## ADOUR

Capitaine: FOURNIER

Partira le 6 Janvier pour Brésil et Bordeaux.

Pour plus amples informations et pour traiter du fret des marchandises s'adresser à l'Agence, rue Zabala 78.

L'Agent, A. PARDEILHA.

## Messageries Fluviales del Plata

ITINERARIO

DEL VAPOR NACIONAL

## MONTEVIDEO

Sale todos los viernes para Buenos Aires, Pampa, Fray-Bentos, Gualeguaychú, Uruguay, Paysandú, Villa Colon, Guaviyú, Concordia. Llegada del Salto y escalas todos los jueves. Admite pasajeros, cargas encomiendas y dinero a flete para dichos puntos.

Vapor Nacional

LIBERAL

Capitan: PINTOS.

Sale todos los martes para Salto y escalas todo en Colonia.

Calle Piedras, núm. 173.

Ernesto Julia.

## CHARGEURS REUNIS

COMPAGNIE FRANÇAISE

## DE NAVIGATION A VAPEUR

Le vapeur français

## Uruguay

Capitaine LE GUEN

Partira le Janvier 1892 pour Santa Cruz de Tenerife, Dunkerque et le Havre.

Prix des Places

1re classe Fr: 750. 3me distincte 350—3me. 150

Pour plus de renseignements sur les passages et les frets s'adresser à l'Agent.

P. TALHOUARNE

201-Rue Piedras, altoz.

Téléphone «La Cooperativa» num. 1172.

—M. Lesparre, en effet, commença le clerc, est parti entre huit heures et demie et neuf heures du matin. Il y avait une heure de chemin, et la chaleur était déjà mauvaise.

—Allait-il à pied?

—Oh! non! Monsieur le président; quand le patron ne prenait pas le chemin de fer, il allait en voiture avec Joseph Pillon, le voiturier de la Houtalade, qui le portait partout, comme c'était convenu entre eux.

En descendant de sa chambre, Monsieur est entré à l'étude, a pris sa serviette, a fureté un instant, et m'a dit:

—Avez-vous de l'argent, Bartharès?

—Oui, Monsieur, lui ai-je répondu, j'ai sept ou huit cents francs dans ma petite caisse.

—Bien; vous donnerez cinq cents francs à Mme Lesparre; surtout ne l'oubliez pas, vous lui direz que c'est pour sa toilette du jour de la fête.

Je suis resté à travailler; Marcelino est sortie, et comme Madame n'est pas descendue, je suis parti déjeuner sans avoir fait ma commission.

—Quelqu'un est-il entré pour voir Mme Lesparre, dans la matinée, pendant que vous étiez là?

—Oui, Monsieur le président; vers onze heures et demie, Mme Marguerite, la filleule de Mme de Lézignac, est venue.

## P. S. N. C.

COMPAGNIE DU PACIFIQUE

Ligne bi-mensuelle de vapeurs

LIVERPOOL, RIO DE LA PLATA ET VALPARAISO

Desservie par les magnifiques vapeurs suivants:

Araucaria 4112 tns.	John Elder 4185 tns.
Brillianta 4177 "	Liguria 4688 "
Brillianta 4177 "	Magellan 2856 "
Galicia 4172 "	Potosi 4276 "
Iberia 4702 "	Patagonia 2866 "
Sorata 4099 tns.	

Vingts à Europa en 18 dias

Le rapide vapeur anglais

## IBERIA

Capitaine: GEORGE MASSEY R. N. R.

Partira le 21 Décembre 1891

Pour Rio Janeiro, Lisbonne, Bahia, Pernambuco, Bordeaux, Plymouth et Liverpool.

PASAJES A VIGO: 30 PESOS

8 ANS FRATIL DE QUARANTA AÑOS

Il sera servi gratuitement du vin aux passagers DE TOUTES LES CLASSES à bord de TOUS les vapeurs de la compagnie.

Pour plus de détails s'adresser à:

Wilson, Sons & C<sup>o</sup> Limited

AGENTS A

MONTEVIDEO | BUENOS AIRES

RUE SOLIS 55 | RUE RECONQUISTA 36

Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco et San Vincent.

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DE

## TRANSPORTS MARITIMES

A VAPEUR

SERVICE RÉGULIER

DE BUENOS AIRES A NAPLES

vapeur français,

## AQUITAINE

Commandant: BONNOT

Partira le 19 Décembre pour Santos, Rio Janeiro, Bahia, Marseille, Barcelone, Gènes et Naples.

Le vapeur français:

## Bearn

Commandant: PERTI

Partira le 5 Janvier 1892 pour Santos, Rio Janeiro, Bahia, Marseille, Barcelone, Gènes et Naples.

FLOTTE DE LA COMPAGNIE

(LIGNE DE L'AMÉRIQUE DU SUD)

Bearn.....	de 5.000 tonnes	et 2.400
Bourgeois	2.500	1.000
Bretagne	3.000	1.200
La France	4.000	1.600
Polton	2.800	1.300
Provence	5.000	2.500
Aquitaine	5.500	3.000
Espagne	6.000	3.000

PASSAGES DE MONTEVIDEO A PARIS

On délivre des passages de Montevideo à Paris en 1re et 2e classe. Les passages d'aller et retour sont valables pour 45 jours, et ceux d'aller et retour pour 6 mois, à compter de la date du départ.

Les passagers peuvent obtenir dans les mêmes conditions des billets de Paris à Montevideo aux bureaux de la Société, rue de la Chauxsée d'Antin No. 24.

Prix des passages d'aller: 1re classe \$ 140. 2me. 105—3me. 45. — Aller et retour: 1re. classe \$ 240—2me. 180—3me. 75.

En cas de quarantaine en Europe, les frais de passages de 3me. classe seront pour compte de la Compagnie.

Les passagers qui prendront des billets d'aller et retour jouiront d'un rabais de 20 0/0.

Les personnes qui désireraient leur passage de Paris à Montevideo par la Compagnie, s'adresser à la Compagnie, rue de la Chauxsée d'Antin No. 24.

Pour plus de détails, fret et passages s'adresser à l'Agence.

RUE ZABALA 72.

(Soulas, Benaurse)

(A suivre.)